

FRANCOPHONIE

ÉCOLE DES QUATRE-VENTS

DES LOCAUX FLAMBANT NEUFS

► 16



Photo : Courtoisie Conseil scolaire Nord-Ouest

POLITIQUE



FRANCOPHONIE
LOI C-13, DU PAIN SUR LA PLANCHE

► 2

FRANCOPHONIE



IMMIGRATION
IL EST TEMPS D'OUVRIR SA PORTE

► 4

SOCIÉTÉ



ALBERTA
MÉDIAS, DES DISPARITÉS PERSISTENT

► 6-7

CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»



HOMMAGE
AU REVOIR HUBERT REEVES

► 12

SOCIÉTÉ



ÉDUCATION
TOUS CONTRE LE RACISME

► 14

FÉDÉRAL

SOCIÉTÉ
FRANCOPHONIE
LE GOUVERNEMENT NE RECULE PAS DEVANT META

► 8

PROVINCIAL

SANTÉ
SOINS EN FRANÇAIS
LE GOUVERNEMENT PREND LA MESURE DES BESOINS

► 10

PROVINCIAL

FRANCOPHONIE
JUSTICE EN FRANÇAIS
VOUS Y AVEZ DROIT!

► 13



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsrn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 2 au 15 novembre 2023 : **tk40blz8**

UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE QUI SE POURSUIT POUR LES LANGUES OFFICIELLES

À peine cinq mois se sont écoulés depuis que la nouvelle mouture de la *Loi sur les langues officielles* (LLO) a reçu la sanction royale et déjà les leaders de la francophonie albertaine se remettent au travail, comme ils l'ont confié lors du *Panel C-13 : ce que veulent dire les changements pour nos communautés* organisé dans le cadre du Congrès annuel de la francophonie albertaine à Edmonton. Bien qu'ils reconnaissent les progrès importants accomplis grâce à la réforme, ils estiment que des efforts sont encore nécessaires pour en garantir une mise en œuvre efficace.

Le long processus qui a abouti à l'adoption du projet de loi au printemps dernier a laissé Jean Johnson, ancien président de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) et de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), réaliste face aux défis à venir. Rappelons qu'il avait été impliqué dans les premières étapes du projet de loi, dès 2016, et son engagement en faveur de la modernisation avait encouragé l'ancienne ministre fédérale responsable des Langues officielles, Mélanie Joly, à avancer dans ce dossier.

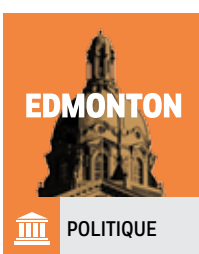
«La Loi n'avait pas été modernisée depuis 34 ans. Il y avait beaucoup de failles et de choses défallantes», se remémore-t-il. Sept ans et un projet de loi adopté plus tard, «beaucoup de travail» reste à accomplir, et ce, malgré les bons coups, confie le Franco-Albertain. «Il est prévu qu'une révision de la Loi ait lieu dans dix ans. Mais c'est pas juste dans dix ans qu'on doit s'attarder à faire cet exercice, c'est dès maintenant.»

Il estime que les cinq premières années de la LLO modernisée devraient servir à évaluer la situation sur le terrain pour s'assurer que la mise en œuvre se déroule adéquatement et pour «éviter les nouvelles failles». «Il faut prendre des notes et surveiller ce qui se passe», explique-t-il.

Les cinq années subséquentes, elles, devront être utilisées pour amorcer un travail de représentation sur la colline parlementaire. «Le but, c'est d'arriver avec des arguments solides sur les éléments qui devront être renforcés, ajustés et clarifiés pour s'assurer d'avoir une autre étape de croissance lors de la prochaine révision de la Loi», ajoute Jean Johnson.

DES BONS COUPS, MAIS ENCORE DE L'INCERTITUDE

L'ancien président de l'ACFA tient également à souligner les bons coups de la réforme qui permettront de renforcer la



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

«
LA LOI N'AVAIT
PAS ÉTÉ
MODERNISÉE
DEPUIS 34
ANS. IL Y AVAIT
BEAUCOUP
DE FAILLES ET
DE CHOSES
DÉFAILLANTES.»
Jean Johnson

GLOSSAIRE
LIBELLÉ
Formulation d'un énoncé, d'un acte, d'une disposition

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



↑ Jean Johnson (deuxième personne à gauche) et Caroline Magnan (à droite) ont participé à un panel sur la LLO avec d'autres leaders francophones lors du dernier Congrès organisé par l'ACFA. Photo : Arnaud Barbet



↑ Jean Johnson est l'ancien président de l'ACFA et de la FCFA. Photo : Courtoisie



↑ Caroline Magnan, professeure en droit à l'Université d'Ottawa et directrice du Programme pancanadien de common law en français. Photo : Courtoisie



↑ La restauration de l'édifice du Centre du Parlement canadien ne fait pas oublier que la *Loi sur les langues officielles* sera elle aussi en révision dans 10 ans. Photo : Arnaud Barbet

surveillance et la coordination des parties prenantes et fournir des moyens concrets pour faire respecter la Loi. Il cite, entre autres, les pouvoirs supplémentaires accordés au commissaire aux langues officielles du Canada et les responsabilités accrues confiées au Conseil du Trésor. «Ça rend la loi justiciable. Auparavant, il n'y avait aucune possibilité d'obliger le gouvernement à agir. Là, on passe de bonnes volontés à une obligation formelle», affirme-t-il.

Tout comme Jean Johnson, la professeure en droit à l'Université d'Ottawa et directrice du Programme pancanadien de common law en français, Caroline Magnan, estime que la nouvelle mouture de la LLO prévoit plusieurs mécanismes pour assurer une mise en œuvre efficace. «Le travail sur le terrain devrait mieux se passer», ajoute-t-elle.

Malgré ces mécanismes, la juriste remarque que certaines questions demeurent en suspens. La politique visant le rétablissement du poids démographique des minorités francophones au niveau du recensement de la population de 1971, par exemple, n'a pas encore été mise en vigueur. «L'article en soi est superbe, mais

ensuite, il faut qu'il soit mis en vigueur. On attend encore ce décret. Alors on doit continuer de faire pression pour qu'on aille dans cette direction», déclare l'avocate.

De plus, des efforts doivent aussi être déployés du côté du Conseil du Trésor pour que ses responsabilités accrues soient respectées. «On veut s'assurer que le travail de coordination et d'établissement des principes d'application se fasse par le Conseil du Trésor comme c'est prévu dans la Loi», explique Caroline Magnan.

Enfin, l'avocate pointe du doigt une disposition de la LLO qui devra être surveillée, car elle pourrait être interprétée de sorte que tous les juges nommés à la Cour suprême du Canada ne soient pas bilingues. «Il y a encore un questionnement parce que le **libellé** ne mentionne pas si tous les juges de la Cour suprême doivent être bilingues», précise-t-elle. Dans cette perspective, certaines audiences pourraient être entendues devant une formation de cinq ou sept juges bilingues plutôt que devant les neuf habituellement requis. Cette éventualité irait cependant «à l'encontre de l'esprit de la modification de la Loi», conclut Caroline. ▲



BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE? NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton



Association des
juristes d'expression française
de l'Alberta





↑ Les participants lors de La présentation *Développer l’immigration francophone : quel rôle pour la province?* de Mariève Forest. Photo : Aidan Macpherson.

L’IMMIGRATION, UN CHEMIN VERS L’ÉPANOUISSEMENT DE LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE?

Le 14 octobre dernier, lors du Congrès de la francophonie albertaine 2023, à Edmonton, l’**Association canadienne-française de l’Alberta** (ACFA) a organisé un séminaire sur l’immigration francophone dans la province. La sociologue Mariève Forest a abordé les effets de l’immigration sur le poids démographique de la population albertaine. L’interprétation des chiffres l’amène à partager quelques recommandations pour assurer la vitalité de la langue française en milieu minoritaire.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

«
LE
GOUVERNEMENT
PROVINCIAL
DEVRAIT METTRE
EN PLACE [...] UN
PLAN D’ACTION
D’IMMIGRATION
FRANCOPHONE
SI ON VEUT ÊTRE
SÉRIEUX.»
Mariève Forest



«
NOUS
CONSTATONS
UNE CROISSANCE
DANS LES
SERVICES
QUE NOUS
OFFRONS.»
Alphonse Aloha

AIDAN MACPHERSON
JOURNALISTE

Selon Statistique Canada, 98% de la croissance de la population canadienne entre juillet 2022 et juillet 2023 est attribuable à l’immigration, par opposition aux naissances. Un phénomène reflété aussi dans la francophonie albertaine, selon Mariève Forest, la présidente de Sociopol, un institut de recherche dédié aux organisations et aux collectivités. La docteure en sociologie a partagé ses trouvailles sur ce sujet dans une présentation intitulée *Développer l’immigration francophone : quel rôle pour les provinces?*, y analysant les tendances récentes dans le contexte politique actuel.

«Si on n’accueille pas beaucoup de personnes immigrantes francophones [...], ça diminue de manière beaucoup plus drastique et [...] rapide la population» qui s’exprime en français, conclut-elle. La francophonie dans la province «n’est pas menacée à court terme parce qu’il y a 79 000 personnes qui sont considérées comme étant francophones» et «plus de 260 000 personnes qui connaissent le français en Alberta». Néanmoins, sa vision de l’avenir est moins optimiste. Elle affirme qu’«à moyen et à long terme, oui, le français est menacé en Alberta!»

La Gatinoise se réfère aux statistiques pour y voir un «déclin continu de la population francophone en termes de poids démographique». Aujourd’hui, précise-t-elle, «1,9% de l’ensemble de la population en Alberta» est francophone. Par contre, en 1971, l’année «du premier recensement [...] où on a collecté des données sur les langues officielles», ce chiffre était de 3% contre 6,1% dans la globalité du Canada hors Québec.

Entre 2016 et 2021, la décroissance s’avère «numérique». En effet, «avant, explique Mariève Forest, le poids [démographique] diminuait, mais le nombre [de francophones] continuait à augmenter». Mais, pendant les cinq années citées, «le nombre et le poids démographique» ont tous deux diminué. Rappelons que le terme *poids démographique* fait référence au pourcentage de la population totale qu’une communauté constitue et non le nombre brut.

Cependant, Mariève Forest partage certains chiffres qui indiquent une **croissance** de l’immigration francophone en 2022. Une évolution qui s’amorce comparée aux chiffres des années 2015 à 2021. À cette époque, le pourcentage annuel de résidents permanents admis

en Alberta et parlant français n’a jamais dépassé 2,1%. En 2022, il a bondi à 3% (1 050 personnes).

LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS À TOUT NIVEAU

Selon la Constitution canadienne, «l’immigration est une compétence partagée en vertu de l’article 95 de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Cette disposition législative prévoit de façon expresse la prépondérance fédérale en cas d’incompatibilité». Cependant, à l’instar du Québec, Mariève Forest constate que les gouvernements provinciaux s’en occupent de plus en plus. Elle cite en particulier le Programme des candidats des provinces qui leur permet de choisir des immigrants selon leurs propres critères d’admissibilité, notamment la maîtrise du français. Ce programme ne concerne d’ailleurs pas la belle province. Un quart des résidents permanents admis en 2022 ont été demandés par les autres provinces et, en Alberta, 5,6% d’entre eux étaient francophones.

La sociologue reconnaît, en outre, que le gouvernement de l’Alberta a procédé à «l’embauche de personnel en mesure de traiter des demandes en français», une mesure qui facilite l’établissement de nouveaux arrivants francophones. Toutefois, elle opine que ce genre de «bons coups» est insuffisant.

Pour remédier au déclin de la langue française en Alberta, elle partage quelques idées concrètes. Premièrement, «le gouvernement provincial devrait mettre en place [...] un plan d’action d’immigration francophone si on veut être sérieux», suggère-t-elle.

Ensuite, «on devrait adopter [...] une cible ambitieuse» quant au nombre d’immigrants francophones admis. De plus, le pourcentage de francophones qui devraient immigrer devrait être de «13% si on veut rétablir le poids [démographique] de 1971» en Alberta ou de 5% pour assurer tout simplement une croissance.

Mariève Forest comprend que la survie d’une langue minoritaire dépend aussi de la politique mise en œuvre par les gouvernements. Elle propose donc «de meilleures mesures pour appuyer l’établissement des résidents temporaires, mais aussi dans leur transition vers la résidence permanente parce que ces gens-là rencontrent toutes sortes d’obstacles». Elle souligne le cas des étudiants internationaux pour lesquels «il n’y a pas de raison qu’on ne les appuie pas à obtenir la résidence permanente» après leurs études.

LA COMMUNAUTÉ S’IMPLIQUE

Alphonse Aloha, le directeur général de Francophonie Albertaine Plurielle (FRAP), a participé au séminaire et en a apprécié le contenu et les idées soulevées. Il s’étonne néanmoins de l’augmentation drastique de l’immigration entre 2021 et 2022, même si son équipe est consciente d’un afflux accru de nouveaux arrivants. «Nous constatons une croissance dans les services que nous offrons», confirme-t-il. Il l’explique par la bonne santé économique de l’Alberta.

Grâce à cette présentation sur la démographie francophone, le responsable de l’organisme sans but lucratif responsable de l’établissement et de l’intégration des nouveaux arrivants francophones, a retenu les principes concernant «l’aspect du recrutement» d’immigrants à l’étranger. Si le gouvernement fédéral mène des campagnes dépeignant le pays sous un jour favorable, «le gouvernement de l’Alberta peut s’associer à ces initiatives» et «lui-même envoyer des délégations à l’extérieur pour parler principalement de l’immigration en Alberta», avance-t-il.

Alphonse Aloha synthétise alors les idées de Mariève Forest dans l’exercice de ses propres fonctions. «Il y a eu des discussions autour de ces questions-là, sur le plan politique, sur le plan des difficultés que pourraient, par exemple, avoir les immigrants dans une province comme celle-ci, sur les services qui existent pour ces immigrants», résume-t-il.

Le recensement canadien a lieu tous les cinq ans et le prochain est prévu en 2026. Les résultats de celui-ci indiqueront l’évolution du poids démographique de la francophonie albertaine et permettront aux diverses parties prenantes, dont l’ACFA et la FRAP, de planifier leurs prochaines démarches. ▲

*
GLOSSAIRE
CROISSANCE
Augmentation.

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wiredwireless

Dr Claude Boutin

B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C

Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Tél. : (403) 284-5202

www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.

Calgary, AB T3A 2N1



Parks CanadaParks Canada

Canada

Avis public

Avertissement :
Sentier de l’Héritage du
parc national Banff

Un avertissement de conditions hivernales est en vigueur pour le sentier de l’Héritage du parc national Banff. Il n’est pas recommandé d’emprunter le sentier de l’Héritage, car la chaussée n’est pas entretenue en hiver. Les usagers s’exposent à divers risques : débris laissés par les chasse-neige, barrières fermées, tronçons glacés et neige épaisse.



↑ L'aéroport de Calgary est le premier point de passage d'un grand nombre d'immigrants francophones. Crédit : Tupungato Commons

INCLUSION ET RÉTENTION, LES MOTS D'ORDRE DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE EN ALBERTA

La version modernisée de la *Loi sur les langues officielles* (LLO) introduit désormais une obligation juridique en matière d'immigration francophone dont l'objectif est de freiner le déclin du français au pays en renforçant le poids démographique des minorités francophones. Bien que le recrutement de nouveaux arrivants soit essentiel pour atteindre cet objectif, tant en Alberta qu'à l'échelle nationale, la question de la rétention des immigrants au sein des communautés francophones ne doit pas être négligée.

PROVINCIAL

FRANCOPHONIE

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

*
GLOSSAIRE

GUETTER
Faire peser sur
quelqu'un une
menace

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

A fin de rétablir le poids démographique de la minorité francophone à 6,1 %, soit au même niveau que lors du recensement national de 1971, les provinces doivent s'assurer que les immigrants francophones qui s'installent au pays préservent leur langue, plaide Alphonse Aloha dans une entrevue accordée à la rédaction à la suite de sa participation au *Panel C-13 : ce que veulent dire les changements pour nos communautés* organisé lors du Congrès annuel de la francophonie albertaine, à Edmonton.

Selon le directeur général de Francophonie Albertaine Plurielle (FRAP), cette «rétention» ne peut se concrétiser en Alberta que si la francophonie s'engage activement à inclure les immigrants d'expression française de tous les horizons au sein de sa grande famille.

«C'est important de comprendre que notre comportement comme francophones envers d'autres francophones, notamment ceux qui arrivent dans notre pays, est critique pour la vitalité de la langue française en Alberta. Si les immigrants ont une expérience positive au sein de la

SI LES
IMMIGRANTS
ONT UNE
EXPÉRIENCE
POSITIVE AU
SEIN DE LA
COMMUNAUTÉ
FRANCOPHONE,
ILS VONT
VOULOIR
CONTINUER
À TISSER DES
LIENS.»
Alphonse Aloha

communauté francophone, ils vont vouloir continuer à tisser des liens et à prendre part à la vie en français», explique-t-il.

VERS UNE RÉELLE ACCEPTATION DE L'AUTRE

Pour favoriser cette inclusion, la FRAP s'efforce de connecter les immigrants à la communauté francophone dès leur arrivée à Edmonton, que ce soit en les invitant à des événements ou en les mettant en contact avec divers organismes. «Ça leur permet de créer rapidement des connexions et de sentir qu'ils font pleinement partie de la communauté et qu'ils peuvent facilement s'y intégrer», analyse Alphonse Aloha.

Il s'empresse d'ajouter que cette démarche ne peut être efficace que si les autres organismes francophones de la province font, eux aussi, leur travail d'inclusion, tout comme les différents paliers gouvernementaux. «Les choses s'améliorent, l'intégration se fait de mieux en mieux, mais bien sûr qu'il y a encore des améliorations possibles», dit-il.

La rétention des immigrants francophones hors Québec est un enjeu qui intéresse particulièrement Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), explique une représentante du ministère dans un échange de courriel, sans toutefois accorder une entrevue formelle à la rédaction du journal dans les temps impartis.

L'initiative des communautés francophones accueillantes a d'ailleurs été mise sur pied récemment dans le but «de faciliter l'accueil et l'établissement des

nouveaux arrivants d'expression française dans quatorze communautés, y compris en Alberta», écrit Nancy Caron. Ce projet pilote coordonné par le Centre d'Accueil pour Nouveaux Arrivants Francophones (CANAF) vise à favoriser «la création de liens et le développement d'un sentiment d'appartenance des nouveaux arrivants à leur communauté d'accueil», ajoute-t-elle.

Plusieurs projets de recherche ont également permis à IRCC de mieux comprendre les défis auxquels les nouveaux immigrants francophones et racisés sont confrontés dans leur parcours d'intégration. Des recommandations ont été émises à la suite de ces études pour favoriser l'«intégration socioprofessionnelle» des nouveaux arrivants et accroître l'engagement, ainsi que les capacités d'accueil des communautés francophones en situation minoritaire, notamment par l'embauche de travailleurs en établissements dans les écoles.

Des pistes qui ont déjà commencé à être mises en œuvre sur le terrain par certains organismes de l'Alberta, tels que la FRAP et le Portail Immigrant Association à Calgary.

SENSIBILISER LES NOUVEAUX ARRIVANTS AUX ENJEUX D'ICI

Au-delà du rôle essentiel qu'ils jouent dans l'intégration des immigrants francophones au sein de la francophonie albertaine, les organismes d'accueil ont une importante mission d'information à remplir auprès des nouveaux arrivants afin de les sensibiliser aux défis auxquels fait face la minorité linguistique et aux risques d'assimilation qui les guette. À la FRAP, une des stratégies mises en place vise à orienter les familles vers le système d'éducation en français, une option que plusieurs mettent habituellement de côté à leur arrivée.

«En mettant leurs enfants dans une école anglophone, ils croient qu'ils augmentent leurs chances, dans le futur, de s'insérer dans le marché du travail. C'est une question de fonctionnalité dans leur tête. Ce qu'ils ne comprennent pas et que nous essayons de leur expliquer, c'est qu'avec le système francophone, il y a un double avantage, les enfants apprendront parfaitement le français et l'anglais», témoigne Alphonse Aloha.

Il ne faut pas, cependant, surestimer les résultats attendus de cette sensibilisation aux enjeux linguistiques. Les nouveaux arrivants ont plusieurs autres priorités lorsqu'ils arrivent au pays, rappelle le directeur général de la FRAP. «Pour les immigrants qui arrivent ici, la loi C-13, ça ne veut absolument rien dire et la priorité quand il arrive ce n'est pas ça. C'est de s'installer, de trouver une maison, un médecin de famille, etc.», met-il en perspective. ▲

Points saillants

Rencontre organisationnelle du CA provincial de l'ACFA du 18 octobre 2023 Par visioconférence

Tour de table et fonctionnement

Les membres du CA provincial de l'ACFA 2023-2025 ont été invités à se présenter et à partager ce qui les anime pour leur mandat. Ils ont reçu le calendrier des rencontres 2023-2025 et ont été avisés de l'horaire habituel des rencontres. Ils ont également été informés du Code de conduite des représentants et représentantes de l'ACFA qu'ils ont été invités à signer.

Nominations aux comités

Le CA provincial de l'ACFA a approuvé la recommandation de la présidente, Nathalie Lachance, concernant la vice-présidence et la trésorerie de l'ACFA. Ainsi, Guillaume Laroche devient vice-président tandis qu'Adam Brown sera trésorier.

Le CA provincial de l'ACFA a aussi procédé aux nominations sur divers comités : La présidente Nathalie Lachance sera la représentante de l'ACFA à la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCCA) du Canada et au Forum des leaders.

Nathalie Lachance, Guillaume Laroche et Gilbert Cantin seront les représentant.e.s de l'ACFA à la Table d'évaluation et de proposition.

Guillaume Laroche et Paylig Oltadjian siègeront au Comité des suivis du Forum communautaire.

Nathalie Lachance, Virginie Dallaire et Anne-Marie Lizaire siègeront au Comité du Centenaire de l'ACFA.

Gilbert Cantin et Gabriel Risbud-Vincent siègeront au Comité reconnaissance.

Nathalie Lachance, Adam Brown et Gabriel Risbud-Vincent siègeront au Comité organisateur du Sommet sur l'éducation postsecondaire de langue française en Alberta.

Gabriel Risbud-Vincent sera le représentant de l'ACFA au Conseil d'administration du journal Le Franco.

Gilbert Cantin, Virginie Dallaire et Paylig Oltadjian sont les trois candidatures qui seront soumises au gouvernement de l'Alberta pour combler le poste de l'ACFA au Conseil consultatif en matière de francophonie.

Justine Fallu sera la représentante de l'ACFA au Justice in French Advisory Committee.

Adam Brown sera le représentant de l'ACFA au Conseil académique de la Faculté Saint-Jean et Nathalie Lachance siègera au Comité exécutif du Centre collégial de l'Alberta.

La prochaine rencontre du CA provincial de l'ACFA est prévue les 15 et 18 novembre 2023.

ACFA

SECRÉTARIAT
PROVINCIAL
DE L'ACFA

La Cité francophone
8627 rue Marie-Anne-Gaboury
Pavillon B, Bureau 303
Edmonton, Alberta T6C 3N1

101.780.466-1680
info@acfa.ab.ca
www.acfa.ab.ca

Facebook Twitter LinkedIn
Suivez-nous @acfab

BONNE SEMAINE DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE!



Marie Monfret
Happy Crepes by Marie
mmonfret@gmail.com

En tant qu'immigrant, nous franchissons des montagnes pour être présent au Canada parce que nous voulions apporter du changement dans notre vie. Ce changement est valable dans toutes les sphères de celle-ci. Se lancer en entrepreneuriat, c'est boucler la boucle, c'est apporter sa propre touche sur sa nouvelle terre d'accueil.

J'ai choisi de transformer mon héritage culturel en succès commercial en partageant les bienfaits de l'huile d'argan. Mon conseil : gardez à l'esprit que la partie la plus difficile, c'est le début. Ne craignez pas de vous lancer en affaires en misant sur la qualité de vos produits.



Amal Mrabbaj
Cylia's Mart
arganoilbeauty.ca

J'ai pour ambition de créer une académie de couture qui permettra de former toute personne désireuse d'apprendre le métier de couturier et de transmettre ainsi mon savoir. J'espère contribuer à mettre à la disposition de la communauté des couturiers compétents et susciter la création de nouvelles entreprises, ce qui aura un impact social et économique important.



Dallas Ndeji
Bilingual Dallas Fashion
bilingual-dallas-fashion.business.site



↑ Julianna Damer est la nouvelle directrice générale de Francophonie jeunesse de l'Alberta. Photo : Courtoisie



↑ Alyson Roussel est directrice générale de la radio communautaire Boréal FM dans le Nord de l'Alberta. Photo : Courtoisie



↑ Marc-François Bernier est professeur titulaire de journalisme au Département de communication de l'Université d'Ottawa. Photo : Courtoisie



↑ Isabelle Laurin est directrice générale de l'Association canadienne-française de l'Alberta. Photo : Michel Smith

INFORMER ET S'INFORMER EN ALBERTA : UN JEU QUI SE JOUE À DEUX

En Alberta, la communauté francophone entretient de bons rapports avec les médias de langue française. Mais la pandémie de COVID-19, qui a privé les journalistes de terrain, est venue éroder cette relation de confiance. Le fort taux de roulement des reporters alimente également la défiance envers les médias.



FRANCOPRESSE

Journalisme communautaire en Alberta : entre le manque de travail de terrain, de ressources humaines et de connaissances sur les réalités francophones



C'EST L'INTÉRÊT DE TOUT LE MONDE DE LES SUPPORTER. S'ILS DISPARAISSENT, ON PARLERA MOINS DE NOUS.»

Julianna Damer



J'AI L'IMPRESION QU'ON A DÉPASSÉ LE SYNDROME DE L'IMPOSTEUR DES FRANCO-PHONES EN MILIEU MINORITAIRE QUI N'OSENT PAS TROP S'EXPRIMER.»

Ève Marie Forcier

MARINE ERNOULT
JOURNALISTE



Nous entretenons de très bonnes relations avec les médias de langue française, dont les médias communautaires», témoigne Julianna

Damer, la nouvelle directrice générale de Francophonie jeunesse de l'Alberta (FJA).

«C'est l'intérêt de tout le monde de les supporter. S'ils disparaissent, on parlera moins de nous», ajoute-t-elle.

Mireille Péloquin, directrice générale de la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA), affirme également «travailler main dans la main» avec les médias, que ce soit le journal *Le Franco*, Radio-Canada ou les radios communautaires.

«Si j'ai une histoire ou si j'entends parler d'un contact intéressant, je pense toujours à les appeler [...] et je ne refuse jamais une entrevue», souligne-t-elle.

«On a toujours le réflexe de leur partager nos activités et nos projets, car nos membres les utilisent pour s'informer», abonde David Caron, directeur général de la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA).

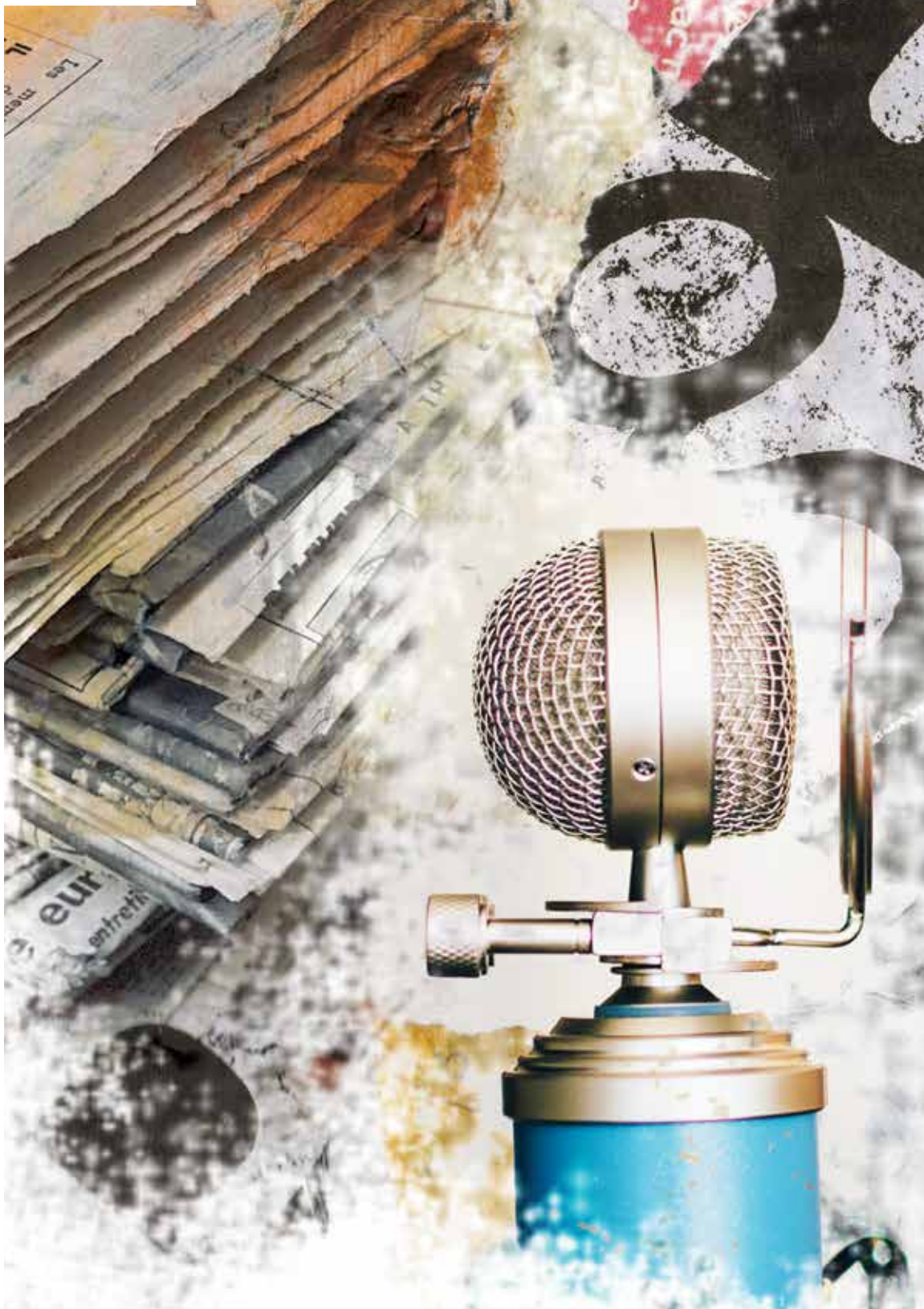
LA COMMUNAUTÉ RÉPOND PRÉSENTE

Tous les organismes franco-albertains contactés tiennent le même discours : ils soutiennent la presse de langue française, au premier chef les médias communautaires, qu'ils jugent essentiels à la vie, voire à la survie de la communauté.

Les mots «partenaires», «collaboration», «ententes» ou encore «échanges de visibilité» reviennent dans la bouche de leurs représentants à de nombreuses reprises. Ils se disent «toujours en conversation» avec les journalistes et assurent se rendre «rapidement disponibles».

«On tente de répondre à un maximum d'entrevues annuellement», confirme Isabelle Laurin. La directrice générale de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) assure traiter de la même façon, «sans aucune hiérarchie», toutes les demandes qu'elle reçoit des médias, peu importe leur provenance.

Même son de cloche au sein des salles de rédaction. «On a un bon bassin d'intervenants avec des chefs de file qui sont toujours prêts à nous parler, corrobore Ève Marie Forcier, cheffe de l'information de Radio-Canada Alberta.



↑ Photomontage : Andoni Aldasoro Rojas avec images de : Kelly Sikkema, Mark Golding - Unsplash.com, Wikimedia Commons.

J'ai l'impression qu'on a dépassé le syndrome de l'imposteur des francophones en milieu minoritaire qui n'osent pas trop s'exprimer.»

Dans le comté de Lac La Biche, au nord de l'Alberta, la radio communautaire Boréal FM est également bien implantée.

«Nous avons des retours très positifs. Il reste néanmoins un gros travail à faire pour que les gens viennent nous voir et nous donnent des sujets, observe Alyson Roussel, la directrice générale. Nous sommes dans un désert d'information locale, les gens ne sont pas habitués à transmettre des informations.»

MISSION PÉDAGOGIQUE DU JOURNALISTE

De tels témoignages ne surprennent pas Marc-François Bernier, professeur titulaire de journalisme au Département de communication de l'Université d'Ottawa.



ON A PARFOIS LA CRAINTE QUE LE JOURNALISTE SE MÉPRENNE SUR NOS PROPOS.»

Isabelle Laurin



GLOSSAIRE

PRÉGNANT
Qui s'impose à l'esprit d'une manière très forte

«En milieu francophone minoritaire, les journalistes, surtout ceux des médias communautaires, n'ont pas trop de difficultés à communiquer avec la communauté», considère le chercheur.

L'enjeu, selon lui, c'est plutôt de faire comprendre à certaines personnes que les médias ne leur appartiennent pas, «qu'ils ne sont pas seulement là pour faire la promotion de leurs intérêts».

«Il y a une mission pédagogique constante du reporter sur le terrain», insiste Marc-François Bernier.

Mais après deux années de pandémie durant lesquelles les journalistes se sont retrouvés confinés dans leur bureau, les liens avec les Franco-Albertains se sont distendus.

Paul Denis, directeur général de Réseau Santé Alberta, regrette le manque d'attention portée aux activités communautaires. «Ils devraient jeter un œil attentif et quotidien à ce qui se passe



au sein de notre francophonie, traiter les éléments en profondeur», souligne le chef de file.

Mireille Péloquin de la FPFA appelle les journalistes à faire davantage de tournées en région. Elle parle d’un travail de «coconstruction» avec la communauté, à même d’augmenter le cadre d’écoute.

«RETOURNER À LA RENCONTRE DES HISTOIRES»

Privés de terrain, les journalistes «ont perdu le contact humain et entretiennent des relations plus compliquées», reconnaît Étienne Alary, directeur par intérim du journal *Le Franco*, en Alberta, depuis mars 2023.

Celui qui est aussi directeur général du Conseil de développement économique de l’Alberta (CDEA) note une «certaine difficulté» des journalistes à obtenir des entrevues.

Ève Marie Forcier constate également l’écart à combler entre les salles de nouvelles et les citoyens : «On a des discussions sur le sujet avec notre public, on a l’élan de se rapprocher pour retisser des liens privilégiés, retrouver de la proximité.»

La cheffe de l’information de Radio-Canada Alberta relève néanmoins que l’effritement de la confiance du public envers la sphère médiatique est moins **prégnant** au niveau local.

Quel que soit le média, ils misent tous sur un retour des reporters sur le terrain. «On se fait un devoir de se déplacer, pas seulement à des conférences de presse, mais aussi à des événements rassembleurs de la francophonie», insiste Étienne Alary.



↑ Mireille Péloquin est directrice générale de la Fédération des parents francophones de l’Alberta. Photo : Courtoisie



↑ Paul Denis est directeur général de Réseau Santé Alberta. Photo : Courtoisie



↑ Étienne Alary est directeur par intérim du journal *Le Franco*. Photo : Courtoisie



↑ David Caron est directeur général de la Fédération des aînés franco-albertains. Photo : Courtoisie

«On doit retourner à la rencontre des histoires. Les gens ont besoin de s’entendre, de voir les coulisses de leur vie», renchérit Ève Marie Forcier.

Un mouvement que salue Marc-François Bernier. Le chercheur de l’Université d’Ottawa appelle la presse à ne pas négliger les nouvelles dynamiques à l’œuvre en milieu minoritaire.

«Avec l’immigration, la francophonie change de visage, les médias doivent s’adapter et leurs informations refléter cette diversité», explique-t-il.

«TRAITEMENT ÉPISODIQUE» DE L’ACTUALITÉ

Aller au-devant de toutes les communautés et refléter leur pluralité reste une gageüre dans une province où les francophones sont dispersés sur un territoire plus vaste que la France.

Le défi est d’autant plus grand pour un journal comme *Le Franco* qui dispose d’une seule journaliste à temps plein, d’un rédacteur en chef et de quelques pigistes.

Son directeur par intérim, Étienne Alary, aimerait étoffer la salle de rédaction. Mais, il n’a toujours pas trouvé la perle rare.

Car la presse en situation minoritaire souffre d’un autre mal : le fort taux de roulement du personnel.

Cette difficulté à fidéliser les précieux salariés est susceptible de nuire à la qualité de la couverture médiatique, estime Marc-François Bernier.

«Ça favorise le traitement épisodique et non thématique de l’actualité, car les professionnels de passage ne mettent pas la nouvelle en contexte. Ça peut contribuer à discréditer les médias et alimenter de la méfiance à leur égard», analyse le spécialiste.

Lorsqu’ils accordent des entretiens, les chefs de file franco-albertains sont ainsi régulièrement confrontés à un déficit de compréhension des enjeux locaux.

«On a parfois la crainte que le journaliste se méprenne sur nos propos. Alors on suit de manière très serrée

toutes nos entrevues pour être sûrs que nos messages soient bien compris», rapporte Isabelle Laurin de l’ACFA.

SE FORMER AUX RÉALITÉS FRANCO-ALBERTAINES

Cette appréhension n’empêche pas les dirigeants communautaires de parler aux journalistes. «Je ne vais pas arrêter de donner des entrevues parce que j’ai peur. C’est un problème ancien, il faut apprendre à vivre avec et prendre le temps avec les nouveaux», tranche Paul Denis.

À l’image du responsable de Réseau Santé Alberta, tous les représentants tentent de sensibiliser les plus jeunes recrues aux réalités franco-albertaines.

«Ces dernières années, les journalistes ne viennent plus seulement du Québec, mais aussi de la francophonie internationale. Alors je fais souvent de l’éducation, je réexplique ce qu’est la *Loi sur les langues officielles*», détaille Isabelle Laurin, qui déplore l’absence de programmes d’études en journalisme en français dans l’Ouest canadien.

Du côté de Radio-Canada, Ève Marie Forcier soutient que son équipe fait «beaucoup d’accompagnements» pour les débutants, qui ne sont pas envoyés «n’importe où» dès leur arrivée.

À cet égard, la société d’État et les organismes communautaires se sont associés pour monter un programme de formation sur les enjeux et l’histoire des Franco-Albertains à destination des journalistes.

«Miser sur la rétention d’employés qui s’intéressent et redonnent à la communauté, c’est la priorité, appuie Alyson Roussel de Boréal FM. Les gens mettent toujours du temps à se familiariser avec de nouvelles voix.»

Dans les bureaux du journal *Le Franco*, Étienne Alary garde espoir. Le directeur par intérim est persuadé que le «regard neuf» des journalistes de l’extérieur de la province est bénéfique pour la francophonie albertaine.

«LA MEILLEURE FAÇON DE NOUS AIDER, C’EST DE NOUS CONSOMMER»

Les médias canadiens sont en crise. La confiance du public s’érode, les financements pérennes font défaut, les abonnements s’effondrent et les audiences aussi.

En Alberta, *Le Franco* compte seulement 550 abonnés sur une population franco-albertaine d’environ 88 000 personnes.

«Si l’on croit à la presse, il faut passer de la parole aux actes et s’abonner», martèle Étienne Alary, directeur par intérim du journal.

«La meilleure façon de nous aider c’est de nous consommer sur nos diverses plateformes, de nous lire, de nous écouter», poursuit Ève Marie Forcier, cheffe de l’information de Radio-Canada Alberta.

En face, les représentants de la francophonie albertaine se disent prêts à offrir un bol d’air financier aux médias communautaires.

«Nos organismes et institutions doivent s’approprier les médias communautaires, investir dedans», affirme Isabelle, directrice générale de l’ACFA. Autrement dit, acheter de la publicité et des publireportages.

«Le soutien économique de la communauté ne doit pas être lié à des retours d’ascenseur. Un organisme malmené par un média ne doit pas couper la publicité en réaction», prévient Marc-François Bernier.

Le professeur de journalisme à l’Université d’Ottawa rappelle également l’importance des bailleurs de fonds publics et des engagements du gouvernement fédéral en matière de publicité.

Pour accroître ses sources de revenus, Alyson Roussel, directrice générale de Boréal FM, évoque, elle, des collectes de fonds originales, du type bingo ou spectacle musical. ▲

«NON, ON NE RECOULE PAS SUR C-18»



FRANCOPRESSE

«
CE FONDS [DES MÉDIAS DU CANADA] SERAIT DISTRIBUÉ SELON DES CRITÈRES CLAIRS [...]»
Kent Walker

CHANTALLYA LOUIS
JOURNALISTE

La ministre du Patrimoine canadien, Pascale St-Onge, a été claire : «Il n’est pas question de reculer sur C-18, parce qu’il y a 500 médias qui ont fermé au travers le Canada», a-t-elle lancé mercredi matin. L’entrée en vigueur de la Loi est donc toujours prévue le 19 décembre.

«
On est encore à l’étape d’analyser les commentaires que Google a faits et de chercher la voie de passage pour répondre aux interrogations de Google», a expliqué Pascale St-Onge en mêlée de presse mercredi.

Alors que Patrimoine canadien travaille actuellement sur la version finale de la réglementation, le géant du numérique demande plus de clarifications entourant le processus d’exemption.

«Nous pensons, comme d’autres, qu’il existe des approches constructives pour élaborer un régime qui soutienne une industrie canadienne de l’information diversifiée, indépendante et durable», peut-on lire dans la soumission de Google Canada.

Depuis plusieurs mois, le géant du Web dit plutôt favoriser le concept d’un fonds comme celui du Fonds des médias du Canada «auquel Google contribuerait,



↑ Google menace toujours de bloquer les contenus médiatiques canadiens à ses utilisateurs. Photo : Sarah Blocksidge – Pexels.

mais ne gouvernerait pas», a déclaré le président des affaires mondiales et directeur juridique, Kent Walker lors de son témoignage au Comité permanent du Patrimoine canadien le 20 avril dernier.

«Ce fonds serait distribué selon des critères clairs, régis par un conseil d’experts indépendants, conformément à l’approche déjà adoptée par le Canada par le biais de son crédit d’impôt pour la main-d’œuvre journalistique», écrit dans le discours de Kent Walker.

Pour sa part, Pascale St-Onge a assuré travailler pour éclaircir le processus d’arbitrage souhaité par Google Canada.

MENACE DE BLOCAGE
La Loi sur les nouvelles en ligne (C-18) obligerait les géants du Web comme Meta (maison mère de Facebook et Instagram) et Google à indemniser les médias



↑ La ministre du Patrimoine canadien, Pascale St-Onge, affirme que les négociations sont toujours en cours avec Google sur la loi C-18. Photo : Marianne Dépelteau Francopresse.

canadiens pour l’utilisation de leurs contenus sur leurs plateformes.

Selon Google, l’hypothèse du gouvernement selon laquelle les géants du Web génèrent des revenus significatifs à partir des contenus médiatiques est fausse. «Bien que les nouvelles comportent une valeur sociale énorme, elles sont difficiles à rentabiliser», détaille Google dans son document.

Pour **riposter** au projet de loi, Meta a bloqué l’accès aux nouvelles sur ses plateformes Facebook et Instagram.

De son côté, Google maintient toujours sa menace de poser une action similaire si aucune entente n’est conclue entre les deux parties. Si la menace est mise à exécution, l’entreprise ne sera pas soumise à la nouvelle loi.

Mais contrairement à Meta, Google est toujours à la table de négociations. ▲

«
ON EST ENCORE À L’ÉTAPE D’ANALYSER LES COMMENTAIRES QUE GOOGLE A FAITS.»
Pascale St-Onge

*
GLOSSAIRE
RIPOSTER
Répondre vivement et immédiatement par des paroles ou par des actes à une attaque

Projet diversité féminine (DFD)
Une exploration des femmes artistes dans les arts visuels des communautés autochtones, noires et de couleurs.
Pour plus d’information, contactez notre muséologue, Elissar Abou Diab : museologist@wamsoc.ca
Heures d’ouverture : mer, jeu et ven de 10h30 à midi et de 13h à 17h
116 et 118, 8627 rue Marie-Anne Gaboury Edmonton (AB) T6C 3N1
wamsoc.ca | 780 803 2016 | info@wamsoc.ca

DATE

7 NOV

18 h 30 (HR)
Zoom

MODÉRATRICE - MODERATOR

Amina Houfak Khoufak
Amina Houfak Khoufak est une algérienne qui a choisi de s’établir au Canada et y vit depuis maintenant un an. Amina Houfak Khoufak is an Algerian who chose to settle in Canada and has been living there for a year now.

PANEL

Antiracisme et diversité dans la francophonie : enjeux et pistes de solutions
Anti-racism and Diversity in the Francophonie: Challenges and Solutions

PANÉLISTES - PANELISTS

Zakary-Georges Gagné
Zakary-Georges Gagné est une artiste, auteure, activiste, consultante et professionnelle bilingue du secteur public. Zakary-Georges Gagné is an artist, author, activist, consultant and bilingual public sector professional.

Anne-José Villeneuve
Anne-José Villeneuve est professeure agrégée de linguistique au Campus Saint-Jean et professeure associée au Département de linguistique de l’Université de l’Alberta. Anne-José Villeneuve is an associate professor of linguistics at Campus Saint-Jean and an associate professor in the Department of Linguistics at the University of Alberta.

Celina Yellowbird
Celina Yellowbird est une jeune femme crie et Française née à Edmonton et qui appartient à la nation ‘Alexander First Nation’. Celina Yellowbird is a young Cree and French woman born in Edmonton and who belongs to the Alexander First Nation.

POUR PLUS D’INFORMATIONS ET INSCRIPTION
FOR MORE INFORMATION AND REGISTRATION

ACFA.AB.CA/PANEL-ANTIRACISME

ACFA Alberta Government

La Fondation
franco-albertaine

10^e Francothon

La Fondation franco-albertaine vous invite à donner
dans le cadre du 10^e Francothon



1 (844) 324-8375 www.fondationfa.ca

Venez participer aux célébrations



Calgary

Vendredi 17 novembre 2023
de 16h à 19h
à la Cité des Rocheuses
4800 Richard Road SW

Edmonton

Vendredi 24 novembre 2023
de 16h à 19h
à la Cité francophone
8627 Rue Marie-Anne Gaboury



Merci!



↑ Andy Ridge est le sous-ministre adjoint responsable du plan d'action du ministère de la Santé dans le cadre de la Politique en matière de francophonie. Photo : Le Franco - Archives



↑ Paul Denis est le directeur général du Réseau santé Alberta (RSA). Photo : Courtoisie

DES PROGRÈS À VENIR DANS L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES DE SANTÉ EN FRANÇAIS

L'accès aux soins de santé en français en Alberta est sur le point de connaître un «virage important» grâce à un financement additionnel prévu dans le cadre de l'entente bilatérale qui est en voie d'être conclue entre le gouvernement fédéral et la province. Pour mener à terme cette avancée, Andy Ridge, le sous-ministre adjoint responsable du plan d'action du ministère de la Santé dans le cadre de la Politique en matière de francophonie, entend poursuivre sa collaboration avec le Réseau santé Alberta (RSA) et l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA).



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Lors d'une allocution présentée au Congrès annuel de la francophonie albertaine à Edmonton, Andy Ridge a confirmé que des montants précis de l'entente bilatérale seront affectés à l'amélioration des services de santé en français. «Ç'a été rendu possible grâce aux relations qu'on a construites, à travers notre Politique en matière de francophonie, avec différentes associations et partenaires francophones. On a beaucoup appris et ça nous a permis de comprendre où sont les besoins et comment on peut faire pour y répondre», a-t-il mentionné.

Les montants exacts n'ont pas encore été révélés puisque la version finale de l'accord est en cours de révision par des avocats. Selon le sous-ministre adjoint, une annonce officielle devrait être faite d'ici la fin

GLOSSAIRE
ENTENTE BILATÉRALE
Convention conclue entre deux parties

de l'année. Il rappelle tout de même que, malgré les efforts importants déployés par son gouvernement, il reste encore beaucoup de travail à accomplir au cours des prochaines années pour garantir la mise en œuvre de l'ensemble des stratégies provinciales en matière de francophonie.

«Je vous le dis tout de suite, ce ne sera pas parfait dès le début. On est encore au point de départ. Mais on est ouverts aux commentaires et aux suggestions pour trouver des solutions tous ensemble. On veut faire des progrès et rester impartiaux», a-t-il soutenu.

De son côté, le directeur général du RSA, Paul Denis, se réjouit des liens de confiance qui ont été établis entre son organisme, l'ACFA et le ministère de la Santé. Il estime que les besoins de la communauté francophone seront pris en compte de manière plus efficace maintenant qu'une ligne de communication directe a été créée entre ces trois parties prenantes.

«Ça ouvre une grande porte de collaboration et de coopération entre la com-

munauté francophone, le ministère et aussi les gestionnaires de la santé. On a maintenant des outils pour s'assurer que leurs obligations [linguistiques] soient remplies», affirme-t-il.

PLUS DE DÉTAILS À VENIR

Paul Denis explique qu'à la demande du gouvernement de l'Alberta, une proposition de services de santé pour la francophonie a été soumise conjointement avec l'ACFA à la fin de mai 2023. Cette proposition comportait plusieurs éléments, notamment des projets visant à renforcer les ressources humaines en français dans certaines régions à forte présence francophone.

Fait important, les éléments de ce document ont été inclus dans leur totalité par le gouvernement provincial lors des négociations de l'entente bilatérale avec le gouvernement de Justin Trudeau. «Ça veut dire qu'ils sont prêts à appuyer l'ensemble de nos projets. C'est vraiment une excellente nouvelle», analyse le directeur général du RSA.

Sans vouloir trop se mouiller sur l'étendue de ces projets, Paul Denis partage certaines pistes qui pourraient être explorées. À Calgary, par exemple, la proposition du RSA comprend un projet d'étude qui vise à analyser les besoins particuliers de la communauté francophone et à évaluer la faisabilité d'offrir certains services de santé en français. «Ça va probablement prendre une année pour recueillir les données et nécessiter un investissement important pour embaucher une firme pour mener l'étude», mentionne-t-il.

À terme, les résultats de cette étude pourraient justifier la capacité de certaines cliniques ou de réseaux de soins primaires (Primary Care Networks - PCN) de Calgary à offrir des soins médicaux en français. «À Calgary, la densité de la population francophone n'est pas assez grande pour justifier l'ouverture d'une seule clinique. Si on a plusieurs centres à travers la ville qui peuvent fournir des services, on pourrait aller rejoindre plus de gens», explique le directeur général.

À Edmonton, des investissements potentiels pourraient viser à étendre les services en français destinés aux nouveaux arrivants, en mettant un accent particulier sur les francophones venus d'Afrique, qui ont des besoins particuliers et immédiats. «On a l'intention de travailler avec ces communautés pour voir comment on pourrait mieux les servir et mieux rencontrer leurs besoins», avance Paul Denis. ▲

TERRES AGRICOLES DE LA COURONNE FÉDÉRALE À LOUER PAR SOUMISSION

Le Service correctionnel Canada a identifié certaines parcelles de terre pour un usage agricole dans le cadre d'un contrat de location de terrains vacants. Ces parcelles de terre sont situées dans, ou près de l'établissement Bowden, Autoroute 2, à INNISFAIL en AB. Elles couvrent une surface totale de 175 hectares approximativement et leur utilisation est réservée à la comme pâturage. Ces terres pourront être louées à une personne, un partenariat ou une entreprise ou société à des fins de production de foin uniquement.

Les personnes, partenariats, entreprises ou sociétés intéressés peuvent contacter Patrick Spiller par courriel Patrick.spiller@csc-scc.gc.ca ou appeler le (403) 227-7351 pour obtenir un dossier de soumission complet. Ce dossier inclut la description des terres, les critères d'admissibilité, un formulaire d'offre de location vierge et des renseignements concernant la méthode de sélection.

Les offres de location devront être reçues le 10 novembre 2023 à 15h00 au plus tard.

Le Service correctionnel Canada se réserve le droit de rejeter une ou toutes les offres.

LE café SHOW

GENEVIÈVE POTVIN

SAMEDI 6h

ICI Première Oh*

UNE FORMATION POUR PRENDRE EN CHARGE SA SANTÉ COGNITIVE

Le 25 octobre, le Réseau santé Alberta (RSA) a lancé une formation en ligne destinée aux aînés et à toutes les personnes qui souhaitent reprendre le contrôle de leur santé cognitive. L'objectif est de former les participants afin qu'ils puissent reconnaître les signes précurseurs des troubles neurocognitifs et intervenir rapidement pour assurer une prise en charge rapide de leurs proches.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE

SYNAPSE
Zone qui se situe entre deux neurones et qui assure la transmission des informations de l'une à l'autre

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Les sept ateliers proposés par le RSA, et financés par le programme Nouveaux Horizons pour les aînés d'Emploi et Développement social Canada, visent à certifier des aînés bénévoles comme «champions de la santé cognitive», explique la coordonnatrice du projet et agente-santé, Céline Bossé.

«On veut [créer] une communauté bienveillante, encourager le support mutuel et former des champions sur le terrain, dont des aînés capables de [sensibiliser] leurs amis et leurs proches à la santé cognitive. Ils seront en mesure de trouver les mots justes pour les inciter à consulter un médecin, si nécessaire», explique-t-elle.

La formation compte cinquante participants parmi lesquels figurent de nombreux aînés, mais aussi des professionnels de la santé, des partenaires de soins, ainsi que des individus travaillant avec des aînés. Malgré une moyenne d'âge dépassant les cinquante ans, elle s'adresse à tous, souligne Céline. «Ça concerne tout le monde. C'est important d'être informé. Premièrement, ça déstigmatise la maladie et ça nous permet de prendre des actions pour ralentir l'apparition des premiers symptômes», note l'agente-santé du RSA.

Les séances aborderont divers aspects de la santé cognitive, notamment la reconnaissance des facteurs de risque et de protection, l'état des connaissances sur les traitements possibles, la navigation du système de santé, ainsi que l'impact de la maladie sur les proches. Des experts, tels que des médecins et des infirmiers, seront invités à fournir des informations factuelles.

Lors du premier rendez-vous, le professeur David Vergote, du Campus Saint-Jean, qui a

effectué des recherches sur les mécanismes à la base des maladies neurodégénératives et sur le vieillissement cognitif au cours de son postdoctorat, a notamment souligné l'importance de prendre soin de la santé vasculaire. Les taux élevés de cholestérol, la mauvaise circulation, le diabète et l'hypertension représentent tous des facteurs de risque pour les troubles cognitifs.

«Les maladies cardiovasculaires influencent la connexion avec les synapses et ça peut avoir des conséquences sur la capacité de réserves cognitives. Avec le temps, ça peut avoir un impact négatif sur le fonctionnement du cerveau», résume Céline Bossé.

C'est pour cette raison, entre autres, qu'il ne faut pas «partir en panique» dès l'apparition de symptômes cognitifs. «Le bouton panique et la stigmatisation font en sorte qu'on pense tout de suite à l'Alzheimer, mais on peut avoir des troubles de mémoire pour d'autres raisons, en période de stress, quand on manque de sommeil, etc.», ajoute-t-elle.

LA PEUR DE L'INCONNU

Reste que les troubles cognitifs suscitent souvent la crainte, en particulier chez les personnes vieillissantes, avance Stella Bergeron, une des participantes de l'atelier. «L'idée de perdre son autonomie, ça fait peur. De ne plus être capable de prendre ses propres décisions, de devenir un boulet pour autrui», explique-t-elle. Plutôt que d'ignorer cette réalité, elle encourage les aînés à prendre le contrôle de leur santé cognitive.

«Il ne faut pas fermer les yeux et remettre à plus tard. Moi, je trouvais ça important de développer des outils pour faire face à ces enjeux-là qui peuvent autant m'arriver à moi qu'à des gens de mon entourage et prévenir des problèmes de santé. En étant outillé, on devrait être capable de faire face à ça plus sereinement», précise-t-elle.

Celle qui occupe les fonctions de présidente pour la Société franco-canadienne de Calgary

et de vice-présidente du Club de l'Amitié de Calgary estime que la formation lui permettra d'acquérir des connaissances essentielles qu'elle pourra réutiliser pour prendre soin des aînés sur le terrain, dans ses fonctions au service de la communauté.

Elle évoque d'ailleurs plusieurs incidents qui ont eu lieu en sa présence, mais qui auraient pu être évités si une intervention plus rapide avait eu lieu. Une situation qui évoluera favorablement grâce aux compétences qu'elle acquerra, elle espère.

«Nous, quand on organise des événements ou qu'on travaille avec des aînés, c'est important qu'on puisse détecter les changements dans leur comportement, qu'on puisse identifier les signes avant-coureurs et qu'on n'attende pas de trouver des gens en situation de détresse ou dans des situations non sécuritaires pour agir», souligne Stella Bergeron.

En cas de démence ou d'Alzheimer, un dépistage précoce peut contribuer à ralentir la progression de la maladie. C'est pourquoi il est important de reconnaître les premiers signes de troubles cognitifs, explique, pour sa part, le directeur général de la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA), David Caron.

«On veut que les aînés soient vigilants par rapport à ça. Pour eux-mêmes, mais aussi s'ils ont des gens proches d'eux qui semblent montrer des signes», mentionne-t-il. Il ajoute que dans ce contexte, la formation du RSA est plus que «pertinente». «C'est génial que cette initiative ait été mise en place», conclut-il.

ON VEUT [CRÉER] UNE COMMUNAUTÉ BIENVEILLANTE, ENCOURAGER LE SUPPORT MUTUEL ET FORMER DES CHAMPIONS SUR LE TERRAIN.»
Céline Bossé

INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
POUR RÉSIDENTS PERMANENTS

CONSEILS, RESSOURCES,
FORMATIONS.
LE DÉMARRAGE D'ENTREPRISE
N'AURA PLUS DE SECRETS
POUR VOUS!

Contactez-nous dès
maintenant pour prendre
rendez-vous avec l'un de nos
conseillers : info@lecdea.ca.





CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»



CE QUI PEUT ENCORE NOUS ÉMOUVOIR EN CE MONDE * EN SOUVENIR D'HUBERT REEVES (1932-2023)

On entend souvent qu'il est difficile de savoir que croire. Ce qui est une façon de viser la science. Certains se demandent en effet si celle-ci repose encore sur un idéal mis du côté du bien ou si, au contraire, elle n'est pas devenue un simple outil au service d'intérêts privés.

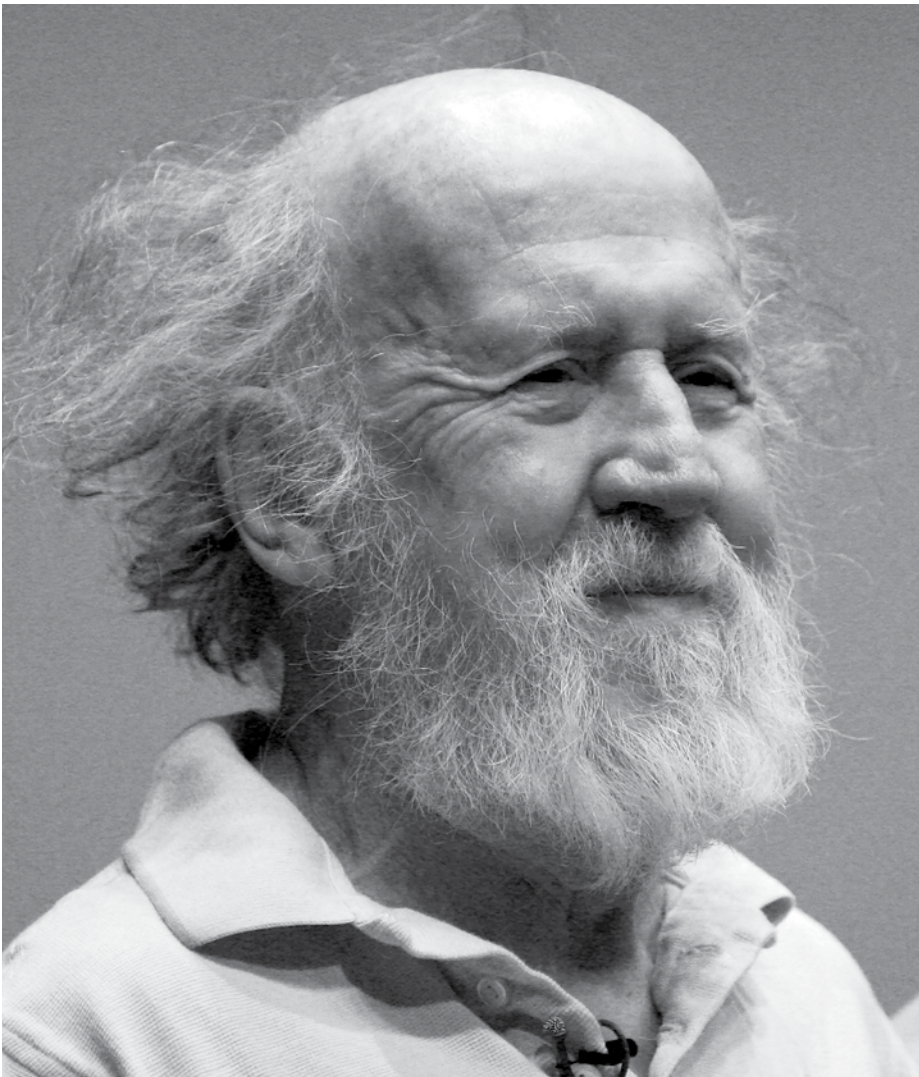
Complexe et réfléchie, la science reste importante dans nos vies. Elle contribue à orienter notre présent et à tracer des voies d'avenir. Certes, elle est parfois mal comprise, voire sujette aux erreurs et aux égarements. Il faut dire que notre époque s'active tellement à nous bombarder d'une masse d'informations, par des sources si diverses et contradictoires, qu'il est souvent difficile de faire la part des choses.

Qui sont les vrais experts? Quelles sont les sources fiables? Comment peser les arguments? N'oublions jamais que les scientifiques eux-mêmes doivent lutter en permanence pour se faire entendre face à une myriade d'opinions.

LA GRANDE EXCEPTION

Avec le philosophe, le scientifique est l'un des seuls survivants de l'Ancien Monde encore passionné par ce qu'il fait. Il ne s'agit pas d'une boutade ou d'une plaisanterie. Notre questionnement sur la modernité, la technoscience et l'instrumentalité, plus que légitime d'ailleurs, ne doit pas se transformer en rejet systématique de la science. Les physiciens grecs et inventeurs de la philosophie, ainsi qu'Aristote, fortement versé dans la physique et la biologie grâce à son père, le médecin Nicomaque, auraient volontiers adhéré à la pensée de Descartes : «les [êtres] que les passions peuvent le plus émouvoir sont capables de goûter le plus de douceur en cette vie» (*Traité des passions de l'âme*, article 246, 1649).

En effet, parmi ces êtres passionnés de savoir et qui peuvent encore nous émouvoir, davantage que l'artiste, le poète et le politique, il faut inclure le scientifique. Au tribunal de l'humanité, ce dernier est régulièrement convoqué pour s'expliquer. Mais chaque fois, le physicien, l'astrophysicien, le biologiste, le mathématicien savent nous expliquer pourquoi leur science possède une place de choix sur l'autel des valeurs et de la culture.



↑ Si Hubert Reeves laisse nos cœurs en mille morceaux, il nous donne aussi l'espoir de pouvoir reconstruire et de réenchanter le monde. Photo : Rama, CC BY-SA 2.0 FR via Wikimedia Commons

* Cette chronique a été publiée pour la première fois dans *Le Franco* en mars 2021. On trouvera ici une version légèrement remaniée, destinée à saluer la mémoire de l'astrophysicien canadien de renom. La postérité retiendra à jamais la beauté et la profondeur de l'œuvre d'Hubert Reeves.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

C'est que, à l'origine et dans ses fondements, la science est raison pure et non simple savoir-faire. Contrairement à la *tekhné* (technique), voire à une forme de *praxis* (savoir-faire), l'*épistémé* (science) ne conçoit pas le monde selon un clivage *theoría* (théorie) / *praxis* (action), mais comme un tout, à la manière d'une *poiésis* (création), soit l'harmonie de la *physis* (nature) et du *cosmos* (l'univers). Oui, la science forme un tout : monde, univers, nature, culture, raison, imagination...

S'il fallait dresser un inventaire d'une science universelle, unifiante, transcendante, capable de susciter en nous l'émerveillement et l'admiration, je remonterais volontiers aux *thaumazein* (l'étonnement) — qui marque le commencement de la pensée critique à travers les premiers physiciens grecs — et au-delà, à son équivalent moderne, le doute cartésien, conséquence des prouesses de Copernic et de l'audace de Galilée, ainsi qu'aux valeurs de beauté et d'harmonie dans la science physique newtonienne ou encore à la prédiction des ondes gravitationnelles par Einstein en 1915, voire à la physique théorique de Steven Hawking, sans oublier, et non la moindre, la biologie dont les recherches sur l'évolution de l'espèce sont époustouflantes comme en témoignent les questions sur la nature, les origines et la complexité du vivant.

LE PIRE N'EST JAMAIS LOIN

Cette science idéale est à mille lieues de la rhétorique actuelle sur l'individualisme et le matérialisme. Elle ne saurait pourtant esquiver un paradoxe. Tel que l'explique Jean Ladrière (*Les enjeux de la rationalité. Le défi de la science et de la technologie aux cultures*, 1977), si les sociétés humaines sont marquées par une forme d'historicité, l'historicité propre à la science moderne consiste en une mise à distance objective à l'égard du vécu et de nos expériences sensibles.

Ainsi, il semble que la défense de la liberté et de l'autonomie (l'humanisme à l'origine de la science) doit maintenant se faire simultanément sur deux plans :

« AVEC LE PHILOSOPHE, LE SCIENTIFIQUE EST L'UN DES SEULS SURVIVANTS DE L'ANCIEN MONDE ENCORE PASSIONNÉ PAR CE QU'IL FAIT. IL NE S'AGIT PAS D'UNE BOUTADE OU D'UNE PLAISANTERIE. NOTRE QUESTIONNEMENT SUR LA MODERNITÉ, LA TECHNOSCIENCE ET L'INSTRUMENTALITÉ, PLUS QUE LÉGITIME D'AILLEURS, NE DOIT PAS SE TRANSFORMER EN REJET SYSTÉMATIQUE DE LA SCIENCE. »
Étienne Haché

il nous faut non seulement combattre les contresens et les contrevérités sur la sécularisation et l'émancipation de l'individu-sujet, mais aussi revendiquer une place pour les *valeurs* dans un monde imprégné d'une objectivité scientifique et d'une volonté de maîtrise.

La fameuse sentence de Martin Heidegger, «la science ne pense pas» (*Qu'appelle-t-on penser?*, 1959), suggère que ce n'est qu'après coup que cette dernière mesure la portée de ses découvertes. Malgré ce degré de différenciation propre aux sciences fondamentales, Heidegger admet toutefois une similitude profonde avec la philosophie : la pensée *méditante*. Celle-ci ne réside pas dans une «logistique» (technique) qui arraisonne la nature, ravage les sols, à la recherche de minerais et de pétrole, et confond le progrès et l'innovation, nouveau fer de lance de l'économie.

Phénomène de barbarie intellectuelle analysé par Günther Anders dans *L'obsolescence de l'homme* (1956), la pensée *calculante*, que Jacques Ellul traduit par «morale de la situation» (*Le système technicien*, 1977), est en réalité devenue l'ennemi de l'éthique dans la science. Mais nous ne sommes pas en reste. Loin d'une obsolescence programmée de l'humain, nous voici maintenant entrés dans l'ère de la commercialisation de l'homme augmenté grâce à l'intelligence artificielle...

L'ESPOIR EST AILLEURS...

Il existe cependant d'autres façons de se rapporter au monde qu'à travers la technoscience et à son modèle instrumental basé sur le quantifiable et le mesurable. Certes, notre science moderne, qui se veut objective et se considère comme une théorie pure, s'est construite sur la conception grecque du savoir comme discours cohérent. Elle semble pourtant avoir fait fi de l'idée que la connaissance du monde doit parallèlement conduire tout homme à rechercher la meilleure manière de vivre (cf. Dominique Janicaud, *La puissance du rationnel*, 1985).

Or, ce qu'Aristote appelle la vie *bonne* (*eudaimonia*) est une vie à laquelle on peut conférer un sens (vertus *éthiques* : justice, amitié; vertus *dianoétiques* : raison, sagesse, prudence). Réfléchir sur la meilleure manière de vivre, ce n'est plus seulement considérer des faits, c'est-à-dire *ce qui est*, mais définir *ce qui doit être* et qu'on appelle des *valeurs*. Comme l'explique Max Weber (*Le savant et le politique*, 1917), la valeur n'est pas un fait, mais une *exigence* morale, politique, humaine.

Ce n'est qu'en accédant à la « maîtrise de la maîtrise » (Edgard Morin) qu'il nous sera possible d'éviter une troisième forme d'aliénation, après la « rupture avec la tradition » et le « désenchantement du monde » qui nous ont conduits à l'errance depuis le 20^e siècle. Nous pourrions ainsi renouveler notre foi dans les grands idéaux de beauté et d'harmonie qui habitent la science depuis ses origines.

Telle était également la conviction d'Hubert Reeves. Grand pédagogue de la science, engagé pour la cause écologique et environnementale, l'astrophysicien a fait de son mieux afin de conférer du sens à notre monde. Il avait parfaitement compris et démontré l'importance de réintégrer la science dans le champ de la culture afin de contrer ses effets délétères sur la vie et sur la nature. L'activité scientifique était à ses yeux un art qui concentre précision et imagination, raison et sentiments... Si Hubert Reeves laisse nos cœurs en mille morceaux, il nous donne aussi l'espoir de pouvoir reconstruire et de réenchanter le monde. Hubert Reeves fut et restera à jamais une «voie ensoleillée». ▲

Étienne Haché est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

accès  emploi

SERVICES D'EMPLOI GRATUITS EN FRANÇAIS

202-8627 rue Marie-Anne-Gaboury (91 ST)
Edmonton AB T6C 3N1
780-490-6975
Sans frais : 1-866-490-6999
info@accesemploi.net
accesemploi.net

f @ in X

 **PLACEMENT EN EMPLOI**

- Connexions avec les employeurs
- Cours d'appoint payés
- Ateliers d'anglais gratuits

 **PLACEMENT EN EMPLOI POUR LES JEUNES ÂGÉS DE 15 À 30 ANS**

- Support financier durant la recherche d'emploi
- Financement pour les formations accréditées
- Subventions salariales offertes aux employeurs

 **PRÉPARATON À L'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS**

- Rédaction/révision de CV
- Mentorat
- Stage d'observation en milieu de travail

L'ACCÈS À LA JUSTICE EN FRANÇAIS, ENTRE AMÉLIORATIONS ET STATU QUO

Si l'accès à la justice en français montre des signes d'amélioration substantielle en Alberta, des disparités semblent encore persister entre les différents tribunaux de la province entravant, du même coup, la capacité de certains citoyens à faire valoir leurs droits linguistiques.

Selon Pierre Asselin, avocat spécialisé en droit de la famille, en litiges civils et dans plusieurs autres domaines, trois tribunaux traitent des affaires civiles et criminelles en Alberta : la Cour provinciale, qui gère la majorité des dossiers, la Cour (supérieure) du Banc du Roi et la Cour d'appel. En fonction du tribunal où un dossier aboutit, la possibilité d'accéder à des services en français ou d'obtenir un procès en français peut varier, dit-il. Cela peut être problématique lors des litiges en procédure civile, car c'est le régime linguistique de l'Alberta qui prévaut.

Pour illustrer ces disparités, l'avocat partage un exemple concret : bien qu'il ait récemment plaidé en français et en anglais dans un dossier bilingue à la Cour du Banc du Roi, la situation a été tout autre lorsqu'il s'est rendu en cour d'appel. «Dans ce cas, il n'y avait pas de politique établie pour déterminer si j'avais le droit de faire mon appel en français. J'aurais cru qu'en faisant un procès bilingue au Banc du Roi, j'aurais eu le même droit en cour d'appel. Ça n'a aucun sens», laisse-t-il tomber, encore perplexe.

Les modifications qui ont été apportées à la *Loi sur le divorce* (Canada), et qui devraient éventuellement entrer en vigueur en Alberta, pourraient contribuer à résoudre cette question en forçant la main des tribunaux provinciaux en matière de droit de la famille, mentionne-t-il. Ces amendements octroient formellement le droit de procéder dans les deux langues officielles. «Ils vont devoir changer des règles de certains tribunaux, rédiger des documents en français et continuer leur travail d'embauche pour trouver davantage de juges et de greffiers bilingues.»

Ça va cristalliser les droits qu'on a déjà», résume l'avocat.

Néanmoins, un solide indicateur des améliorations dans l'accès à la justice en français dans la province transparaît dans la dynamique à la Cour du Banc du Roi qui



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



«
ILS VONT DEVOIR [...] RÉDIGER DES DOCUMENTS EN FRANÇAIS ET CONTINUER LEUR TRAVAIL D'EMBAUCHE POUR TROUVER DAVANTAGE DE JUGES ET DE GREFFIERS BILINGUES.»
Pierre Asselin



a considérablement évolué au cours des dernières années, mentionne Pierre Asselin. D'après ses observations, la nomination de la juge en chef Mary T. Moreau en 2017 a radicalement changé la donne au sein de ce tribunal. «Ils ont mis en place de nouvelles politiques et ils ont changé certains formulaires qui donnent effet au bilinguisme, en demandant spécifiquement si on veut procéder en français. C'est très positif», affirme-t-il. Il aimerait voir la Cour d'appel suivre cet exemple.

DES ENJEUX D'ACCÈS, MÊME AU CRIMINEL
Shannon Gunn Emery est une avocate qui exerce dans plusieurs domaines, dont le droit criminel, en Alberta. À l'instar de Pierre Asselin, elle a l'habitude de plaider dans les deux langues officielles au sein des différents tribunaux de la province et du pays. De par son expérience, elle constate également des disparités dans la capacité de certaines cours à honorer les droits linguistiques des citoyens, et ce, même au criminel.

Rappelons que si le régime linguistique propre à chaque province a prévalence lors d'un litige au civil, les procédures criminelles, elles, doivent respecter les règles du *Code criminel* qui sont sans équivoque. «Le droit de pouvoir demander un procès dans la langue officielle de son choix découle de l'article 530. On peut choisir le français ou l'anglais, peu importe notre langue maternelle, et ce, partout au Canada», rappelle Shannon Gunn Emery.

Pourtant, cela n'empêche pas la Cour de l'Alberta, le **tribunal de première instance**, d'«accuse[r] du retard», mentionne l'avocate. La Cour du Banc du Roi et la Cour d'appel, au contraire, sont mieux outillées pour s'assurer que les citoyens qui comparaissent soient au courant de leurs droits linguistiques.

D'ailleurs, contrairement à Pierre Asselin, l'avocate n'a rencontré aucun problème à défendre une récente affaire criminelle en cour d'appel dans la langue de Molière; un autre signe qui met en lumière les variations importantes dans l'application des droits linguistiques en Alberta. «La cause Kloubakov, c'est un procès de douze semaines qui se sont passées

entièrement en français. C'était assez unique comme expérience», affirme-t-elle.

DES CITOYENS PAS TOUJOURS INFORMÉS DE LEURS DROITS
Shannon Gunn Emery insiste sur la nécessité d'effectuer un important travail de sensibilisation pour s'assurer que la population albertaine soit informée de ses droits linguistiques. «Ici, en Alberta, beaucoup de personnes sont sous l'impression que tout se passe en anglais, mais c'est loin d'être le cas», rappelle-t-elle. Un avis que partage son homologue, Pierre Asselin. «Les citoyens ne sont pas tous au courant qu'ils peuvent exercer leur droit de se faire entendre en français, qu'ils peuvent demander à être entendus devant un juge francophone», affirme-t-il.

Selon lui, la responsabilité d'informer la population sur ses droits linguistiques incombe à plusieurs instances. Par exemple, le nouveau code de conduite pour les avocats stipule qu'ils ont l'obligation d'aviser leurs clients de leurs droits. Par contre, «plusieurs avocats anglophones ignorent qu'ils doivent le faire», mentionne le juriste.

Pour l'avocate en droit criminel, c'est avant tout à la cour de veiller à ce que les citoyens soient informés de leurs droits. «Selon moi, et c'est l'argument que j'ai présenté devant la Cour suprême, cette obligation est continue. Le premier juge que rencontre l'accusé à l'obligation de veiller au respect des droits linguistiques, tout comme le juge du procès et les autres juges entre ces deux étapes», laisse-t-elle entendre.

Cette démarche est cruciale puisqu'elle garantit qu'un individu qui ne connaît pas ses droits ne soit pas contraint à subir un procès dans une langue qu'il n'a guère choisie. «Si les citoyens ne sont pas informés de leurs droits, ils ne peuvent pas l'exercer. C'est aussi simple que ça», conclut l'avocate. ▲

«
LE PREMIER JUGE QUE RENCONTRE L'ACCUSÉ À L'OBLIGATION DE VEILLER AU RESPECT DES DROITS LINGUISTIQUES.»
Shannon Gunn Emery

Le 26 octobre 2023, la juge Mary T. Moreau a été nommée à la Cour suprême du Canada par le premier ministre Justin Trudeau. Avant d'être assermentée, la Franco-Albertaine passera devant le Comité permanent de la Justice et des droits de la personne de la Chambre des communes le 2 novembre.

*
GLOSSAIRE
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
cour de justice qui est chargée d'entendre en premier une cause.

La santé en français:
Essentiel !

780-466-9816

rsa-ab.ca

8627, rue Marie-Anne-Gaboury
Bureau 304A
Edmonton Alberta T6C 3N1

RÉSEAU SANTÉ ALBERTA

Tout pour améliorer
l'accès aux services
de santé en français

FAITES-VOUS
VACCINER

POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS,
VISITER LE SITE **AHS.CA/VACCINE**
OU COMPOSER LE 811

DES QUESTIONS À PROPOS DE LA VACCINATIONS? DES QUESTIONS
SUR LES VACCINATIONS ? APPELEZ LE 811, VOTRE
MÉDECIN DE FAMILLE OU VOTRE PHARMACIE LOCALE



↑ L'organisation de la tournée a été le fruit du travail collaboratif entre divers acteurs communautaires. De gauche à droite : Maryse Champagne (directrice générale, ACFA de Wood Buffalo), Mohamed Kourouma (directeur général, PCB), Mylène Beaulieu (directrice générale, ACFA de Lethbridge), Josée Sévigny (directrice générale, ACFA de Canmore), Arnaud Favier (directeur adjoint, La Cité des Rocheuses) et Geneviève Savard (directrice générale, ACFA de Grande Prairie). Photo : Geneviève Savard

INSTILLER LE CHANGEMENT, VILLE APRÈS VILLE : LA TOURNÉE ANTIRACISME EST LANCÉE

La tournée antiracisme «Et si on redéfinissait nos couleurs» arpentera l'Alberta de bout en bout du 2 au 11 novembre 2023 afin de sensibiliser les collectivités francophones locales sur divers thèmes, dont l'interculturalité et l'importance de l'inclusion. Cette initiative est le fruit d'une collaboration entre le Pont Cultural Bridge (PCB), six régionales de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), La Cité des Rocheuses et une dizaine de partenaires communautaires.

Financé dans le cadre du programme *Multiculturalism and Antiracism Grant* du gouvernement de l'Alberta, le projet a vu le jour grâce à la vision du directeur général du PCB, Mohamed Kourouma. Son rêve est de sensibiliser les Franco-Albertains et forger une nouvelle génération antiraciste.

«Face au racisme, on peut être neutre ou proactif. Avec la tournée, on choisit l'option deux. On veut éduquer les gens sur leurs comportements, les former dans le sens de l'inclusion et du rassemblement. On ne doit pas attendre qu'un événement comme celui de George Floyd survienne pour agir», explique-t-il en faisant référence au décès tragique de cet Afro-Américain à la suite d'une intervention policière controversée, à Minneapolis, en mai 2020.

Rappelons que les images de l'arrestation de Floyd et de sa mort avaient déclenché une vague de protestations aux États-Unis, au Canada et dans plusieurs autres pays.

«On veut laisser de la place au débat, mais aussi au partage de points de vue. On veut qu'à la fin de l'événement, il y ait une conscientisation sur les actions et les gestes du quotidien qui peuvent blesser les minorités. Un geste n'a pas besoin d'être fatal pour être raciste», ajoute Mohamed Kourouma.

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE

À partir de l'idée initiale de Mohamed, une forte collaboration a rapidement **germé** avec plusieurs autres acteurs communautaires, transformant ainsi le projet en une initiative commune, portée par l'ensemble de la communauté. Le directeur général du PCB cherchait à s'éloigner du travail en silo qui caractérise parfois la francophonie albertaine. En outre, cette volonté de collaboration a permis à la tournée de s'étendre dans six villes, de Fort McMurray à Edmonton, en passant par Grande Prairie, Lethbridge, Calgary et Canmore.

Il explique : «Quand on fait quelque



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

La tournée antiracisme aura lieu dans six villes de l'Alberta du 2 au 11 novembre 2023. Voici les détails :

- **Le 2 novembre** au centre communautaire Boréal à Fort McMurray : 16h30
- **Le 4 novembre** à l'école Joseph-Moreau d'Edmonton : 15h
- **Le 6 novembre** au Grande Prairie Live Theatre : 16h45
- **Le 8 novembre** à La Cité des Prairies de Lethbridge : 16h45
- **Le 11 novembre** à La Cité des Rocheuses de Calgary : 13h
- **Le 10 novembre** à Canmore Seniors Associations de Canmore : 16h45

chose tout le monde ensemble, ça crée beaucoup plus de bruit et d'impact, c'est plus rassembleur aussi. Nos partenaires ont été associés au projet dans toutes les étapes. Moi, j'ai eu l'idée, eux, ils ont nourri la réflexion. Ça leur appartient autant qu'à moi».

La directrice régionale de l'ACFA régionale de Grande Prairie, Geneviève Savard, fait partie des organismes qui ont rapidement mis l'épaule à la roue pour que la tournée se



↑ Mohamed Kourouma est le directeur général du Pont Cultural Bridge (PCB). Photo : Courtoisie

concrétise. Elle souligne l'importance de la tenue de tels événements non seulement dans les grandes villes de Calgary et d'Edmonton, mais aussi dans les communautés situées en dehors des grands centres urbains. «Le but, c'est de se rassembler, d'apprendre à se connaître, de se mélanger pour faire influencer des changements dans nos communautés. En région, on a peu d'activités comme celle-ci, alors c'est très positif», exprime-t-elle.

Lors de la tournée, d'un endroit à l'autre et à quelques ajustements près, la même structure sera mise en place, indique Geneviève. La soirée débutera par un panel de discussion avec des intervenants régionaux. Ensuite, les participants pourront déguster des bouchées «multiculturelles» ou profiter d'un repas plus formel. L'artiste Yao tiendra le rôle de maître de cérémonie et présentera un spectacle pour clôturer la soirée.

«Nos panélistes changeront en fonction de l'endroit où on se trouve. On veut donner l'opportunité à plus de gens possible de devenir des acteurs de changement. On veut donner la chance à des hommes et des femmes de tous âges de s'exprimer», explique Geneviève. Elle espère y voir des gens de tous les horizons et de toutes les cultures.

Elle estime que, selon le lieu où la tournée se déroulera, les échanges et la finalité des discussions pourraient varier considérablement. À la lumière des conversations, des occasions pourraient se dessiner pour récupérer certaines parties du contenu en vue de la création d'un autre projet, ajoute-t-elle.

«Nous allons enregistrer toutes les discussions qui auront lieu, on discute de la possibilité d'en faire un podcast qui pourrait être diffusé dans les radios communautaires, ensuite, on avait aussi parlé d'une vidéo. On ne sait pas exactement encore, mais on a des pourparlers pour concrétiser le tout», conclut-elle. ▲

«FACE AU RACISME, ON PEUT ÊTRE NEUTRE OU PROACTIF. AVEC LA TOURNÉE, ON CHOISIT L'OPTION DEUX. ON VEUT ÉDUCER LES GENS SUR LEURS COMPORTEMENTS, LES FORMER DANS LE SENS DE L'INCLUSION ET DU RASSEMBLEMENT.»

Mohamed Kourouma

«NOS PARTENAIRES ONT ÉTÉ ASSOCIÉS AU PROJET DANS TOUTES LES ÉTAPES. MOI, J'AI EU L'IDÉE, EUX, ILS ONT NOURRI LA RÉFLEXION. ÇA LEUR APPARTIENT AUTANT QU'À MOI.»

Mohamed Kourouma

«ON VEUT DONNER L'OPPORTUNITÉ À PLUS DE GENS POSSIBLE DE DEVENIR DES ACTEURS DE CHANGEMENT.»

Geneviève Savard

GLOSSAIRE

GERMER
Se former

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPTRE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEUR

• **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTECALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, AIDAN MACPHERSON,
MELKI, MARINE ERNOULT,
CHANTALLY LOUIS

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.
Annances: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limiterait au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



40^E ANNIVERSAIRE DE L'ACFA CALGARY

Le Fondation
franco²
albertaine 10^e
Francothon

BENOIT MICHAUD



HAZIR COULIBALY



CRISTIAN DE LA LUNA



2 MOODS



LA CITÉ DES ROCHEUSES
(4800 RICHARD RD SW,
CALGARY, AB T3E 6L1)



50\$ /PERSONNE

**SCANNEZ POUR
ACHETER VOS BILLETS**



ACFA
Régionale de Calgary

Canada





↑ Tous les élèves sont heureux de pouvoir profiter des nouveaux locaux. Photo : Courtoisie



↑ L'espace de vie des élèves du primaire. Photo : courtoisie.

DEUXIÈME RENTRÉE POUR LES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DES QUATRE-VENTS

C'est avec grand bonheur que les élèves de la maternelle à la 12^e année et les membres du personnel ont enfin pris possession des nouvelles installations de l'École des Quatre-Vents le 12 octobre dernier. Le centre de la petite enfance «Les petits cœurs» a, quant à lui, ouvert les portes de son tout nouveau local aux petits de la garderie et de la pré-maternelle le 24 octobre! Ce fut donc une deuxième rentrée pour tout ce beau monde et quelle rentrée! Les élèves étaient plus qu'enthousiastes de découvrir leurs nouveaux locaux et la nouvelle école.

PEACE RIVER

ÉDUCATION

Le Conseil scolaire du Nord-Ouest (CSNO) est extrêmement satisfait de ce tout nouvel édifice pour l'École des Quatre-Vents, à Peace River, dont la construction a débuté en avril 2022! Désormais, tous les élèves disposent d'un environnement scolaire chaleureux, moderne et adapté à leurs niveaux respectifs, favorisant ainsi leur épanouissement et leur apprentissage. Cette réalisation, annoncée en 2019, vient répondre aux besoins de cette communauté scolaire francophone unique et dynamique.

Le CSNO tient à féliciter et à exprimer sa profonde gratitude envers le personnel, les parents et les élèves pour leur soutien indéfectible et leur persévérance tout au long de ce projet. Nous remercions également nos précieux partenaires, dont l'engagement a été essentiel pour la réussite de ce projet.

Une cérémonie d'ouverture officielle de l'école se tiendra au printemps, réunissant la communauté scolaire, les instances gouvernementales et nos partenaires communautaires. Ce sera l'occasion de célébrer ensemble cette réalisation exceptionnelle. ▲

GLOSSAIRE

INSTANCE

Autorité, organisme ayant un pouvoir de décision

LE FRANCO EN COLLABORATION AVEC L'ÉCOLE DES QUATRE-VENTS



↑ La découverte des nouveaux casiers pour les élèves du primaire a été un moment bien particulier. Photo : Courtoisie



↑ Une des nouvelles classes pour les élèves de 4^e-5^e année. Photo : Courtoisie.



↑ Assemblée dans le nouveau gymnase. Photo : Courtoisie



↑ Le nouveau bâtiment abritant l'École des Quatre-Vents. Photo : Courtoisie